

Document de la
Banque mondiale

POUR USAGE OFFICIEL UNIQUEMENT

Rapport No: 77843-GN

DOCUMENT DE PROJET

RELATIF À

UNE PROPOSITION DE DON ADDITIONNEL

(ÉQUIVALENT À 2 MILLIONS \$ EU)

À LA

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

POUR LE

PROJET DE FILETS SOCIAUX PRODUCTIFS

Ce document fait l'objet d'une distribution restreinte et ne peut être utilisé par ses récipiendaires que dans le cadre de leurs fonctions officielles. Son contenu ne peut être divulgué sans l'autorisation de la Banque mondiale.

ÉQUIVALENTS MONÉTAIRES

(Taux de change effectif le DATE)

Devise =
= 1 \$ EU

\$ EU = 1 DTS

EXERCICE FISCAL

1er janvier – 31 décembre

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

AFD	Agence Française de Développement
AOI	Appel d'offres international
AON	Appel d'offres national
APE	Association de Parents d'Élèves
APEAE	Association des Parents d'Élèves et Amis de l'École
BIRD	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
CD	Compte Désigné
CFS	Cellule Filets Sociaux
CGES	Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
CI	Consultant individuel
CNSS	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
COMEF	Comité des Mères d'Élèves Féminines
CPD	Cadre de Politique de Délocalisation
CRD	Communauté Rurale de Développement
DSEE	Délégation Scolaire de l'Enseignement Élémentaire
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
FACT	Food and Cash Transfer Program
FED	Fonds Européen de Développement
FMI	Fonds Monétaire International
GNPS	Groupe national de protection sociale
HIMO	Haute Intensité de Main-d'Oeuvre
IDA	International Development Agency
IDH	Indice de Développement Humain
INS	Institut National de la Statistique
IRE	Inspection Régionale de l'Éducation
MASPFE	Ministère des Affaires Sociales, de la Promotion Féminine et de l'Enfance
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MEPU	Ministère de l'Enseignement Pré Universitaire
MUHC	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction
NSI	Note de Stratégie Intérimaire
ODP	Objectif de développement du projet
OEV	Orphelins et Enfants Vulnérables
ONFPP	Office National de la Formation Professionnelle et du Perfectionnement

ONG	Organisation non gouvernementale
ORAF	Cadre Opérationnel d'Évaluation des Risques
PACV	Programme d'Appui aux Communautés Villageoises
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PBF	Peacebuilding Fund
PDU3	Projet de Développement Urbain
PFE	Pratiques familiales essentielles
PFE	Pratiques Familiales Essentielles
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNIR	Programme National d'Infrastructure Rurale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTE	Pays Pauvre Très Endetté
RFI	Rapport Financier Intérimaire
RGFP	Réforme de la Gestion des Finances Publiques
S&E	Suivi et Évaluation
SCBD	Sélection dans le cadre d'un budget déterminé
SFQ	Sélection fondée sur la qualité
SFQC	Sélection fondée sur la qualité et le coût
SGI	Système de Gestion de l'Information
SIL	Prêt d'Investissement Spécifique
SMC	Sélection à moindre coût
SOE	Statement of Expenses
SSU	Sélection en source unique
SYSCOHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
TCE	Transfert Conditionnel en Espèces
TM	Transferts monétaires
UE	Union Européenne
WEO	World Energy Outlook

Vice Président:	Makhtar Diop
Directeur pays:	Ousmane Diagana
Responsable pays	Cheick Fantamady Kanté
Directeur sectoriel:	Stefano Paternostro
Chefs d'équipe :	Philippe Auffret et Fanta Touré

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
SYSTÈME DE FILETS SOCIAUX PRODUCTIFS
TABLE DES MATIÈRES

Fiche de données, financement additionnel	5
I. Introduction	6
II. Contexte et justification pour un financement additionnel d'un montant de 2 millions \$EU	7
III. Changements proposés.....	10
IV. Résumé de l'évaluation.....	15
Annexe 1: Cadre de suivi et de résultats.....	17
Annexe 2: Cadre d'évaluation des risques opérationnels (ORAF).....	25

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

SYSTÈME DE FILETS SOCIAUX PRODUCTIFS

FICHE DE DONNÉES, FINANCEMENT ADDITIONNEL

Information de base - Financement additionnel (FA)						
Directeur pays: Ousmane Diagana Gestionnaire/Directeur sectoriel: Stefano Paternostro/Ritva Reinikka Chef d'équipe: Philippe Auffret/Fanta Touré ID du projet: P145117 Date de mise en vigueur prévue: 29 novembre 2013 Instrument de prêt: Fonds fiduciaire exécuté par le bénéficiaire Type de financement additionnel: mise à l'échelle	Secteurs: Autres services sociaux (100%) Thèmes: Filets sociaux (95%), Amélioration du marché de l'emploi (5%) Catégorie environnementale: B- Évaluation partielle Date de clôture prévue: 30 juin 2015 Conjoint CFI: Non Niveau conjoint: Non					
Information de base - Projet initial						
ID du projet: P123900 Dénomination: Projet de filets sociaux productifs Instrument de prêt: Prêt d'investissement spécifique	Catégorie environnementale: B- Évaluation partielle Date de clôture prévue: 02 Oct 2017 Conjoint CFI: Non Niveau conjoint: Non					
Données financières du FA						
<input type="checkbox"/> Prêt <input type="checkbox"/> Crédit <input checked="" type="checkbox"/> Don <input type="checkbox"/> Garantie <input type="checkbox"/> Autre:						
Échéances proposées:						
Plan de financement du FA (M\$EU)						
Source	Montant total (M\$EU)					
Coût total du projet:	2					
Cofinancement:	0					
Emprunteur:	0					
Total du financement Banque:	2					
BIRD						
IDA						
Nouveau						
Reconduction						
Information sur le Récepteur						
Récepteur: République de Guinée Agence responsable: Cellule Filets Sociaux (CFS) – Projet de filets sociaux productifs Personne contact: <i>Abdoulaye Wansan BAH - Coordonnateur</i> No. Téléphone: +224 664 51 08 32 / +224 657 55 76 71 No.Fax: Courriel: wansansenior@hotmail.com						
Estimation des décaissements du FA (AF Banque/M\$EU)						
AF	2013	2014				
Annuel	1	1				
Cumulatif						

Objectif de développement du projet et description		
<p>Objectif de développement initial du projet: Fournir un appui aux revenus des groupes vulnérables et mettre en place les bases d'une stratégie de filets sociaux en testant les différents aspects nécessaires à un système de plus grande ampleur</p> <p>Objectif de développement révisé du projet : Aucune modification à l'ODP.</p> <p>Description du projet : le Projet initial prévoit de: (i) procéder à des travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre et dispenser un programme de formations sur les aptitudes à la vie quotidienne dans les zones urbaines ciblant les jeunes afin construire et la réhabiliter des infrastructures urbaines essentielles et créer des emplois à court terme; (ii) procéder à des transferts monétaires pilotes permettant d'améliorer le capital humain dans les zones rurales; et (iii) renforcer la capacité institutionnelle du Gouvernement en matière d'élaboration et de coordination de filets sociaux. Le financement additionnel appuiera la composante 1 pour la réalisation des travaux à haute intensité de main d'œuvre.</p>		
Sauvegarde et exceptions aux politiques		
Politiques de sauvegarde déclenchées par le projet:		
Évaluation environnementale OP/BP 4.01		[X]Oui [] Non
Habitats Naturels (OP/BP 4.04)		[] Oui [X] Non
Forêts (OP/BP 4.36)		[] Oui [X] Non
Gestion des ravageurs (OP 4.09)		[] Oui [X] Non
Ressources culturelles tangibles (OP/BP 4.11)		[] Oui [X] Non
Populations indigènes (OP/BP 4.10)		[] Oui [X] Non
Délocalisation involontaire (OP/BP 4.12)		[X] Oui [] Non
Sécurité des barrages (OP/BP 4.37)		[] Oui [X] Non
Protection des voies d'eau internationales (OP/BP 7.50)		[] Oui [X] Non
Projets dans les zones litigieuses (OP/BP 7.60)		[] Oui [X] Non
Une approbation ou une dérogation aux politiques est-elle demandée au Conseil d'administration (ou du MD si une opération financée par le RETF est approuvée par le VPR)?		[] Oui [X] Non
Y-a-t-il eu endossement par les gestionnaires de la Banque?		[X] Oui [] Non
ce projet demande-t-il une exception aux politiques de la Banque?		[] Oui [X] Non
Y-a-t-il eu approbation par les gestionnaires de la Banque?		[X] Oui [] Non
Conditions et engagements légaux:		
Référence de l'Accord de financement	Description de la condition/engagement	Date butoir
Les conditions générales s'appliquent		

I. INTRODUCTION

La République de Guinée émerge de plusieurs années d'instabilité politique. La nouvelle administration a fait la preuve de son engagement à mettre le pays sur les rails d'une croissance durable et du développement en atteignant le point d'achèvement de l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) le 26 septembre 2012. Cependant, plusieurs défis socio-économiques risquent de miner les progrès récents accomplis en matière de consolidation de la paix. En effet, malgré la richesse des ressources naturelles du pays, la pauvreté est largement répandue (on estime que 53 pour cent de la population vit sous le seuil de pauvreté) les indicateurs du développement humain sont parmi les plus faibles au monde. En outre, la question du chômage et du sous-emploi des jeunes est cruciale, particulièrement en milieu urbain, où elle menace la stabilité sociale.

En réponse, l'Association Internationale de Développement a approuvé en juin 2012 le don IDA-H782, qui finance le Projet de filets sociaux productif (PFSP) à hauteur de 25 millions \$EU. L'objectif de développement du PFSP est «de fournir un appui aux revenus des groupes vulnérables et de mettre en place les bases d'une stratégie de filets sociaux, ceci en testant les différents aspects nécessaires à un système de plus grande ampleur ». Ce document projet soumis à l'approbation des Directeurs Exécutifs l'octroi d'un Don additionnel de 2 millions \$EU à la République de Guinée pour le projet susmentionné.

Le Gouvernement aura accès à ces fonds additionnels grâce à un Fonds fiduciaire qui sera exécuté par le Récipiendaire et financé par le Fonds de consolidation de la paix des Nations Unies et le Programme des Nations Unies pour le développement.

Le FA proposé n'implique aucun changement, sauf dans les cibles du projet. Il aidera à financer les coûts associés avec la mise à l'échelle des activités de la Composante de travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) du Projet initial. Il permettra la création d'emplois temporaires dans les travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre pour 2400 travailleurs non qualifiés et semi-qualifiés, parmi lesquels 30 pour cent seront des femmes. Les travaux HIMO faciliteront la mise à niveau/réhabilitation/maintenance et construction d'infrastructures publiques à caractère économique. Ces microprojets seront sélectionnés avec les populations locales sur la base des plans de développements des communes concernées. Il y aura recrutement d'entrepreneurs locaux pour l'exécution des microprojets et la facilitation de la rémunération des bénéficiaires. Avec ce Financement Additionnel, le nombre total d'individus employés par le Projet passera de 34 000 dans le projet initial à 36 400 et le nombre de personnes/jours de travail augmentera de 2 240 000 à 2 640 000. Outre le fait qu'il accroît l'ampleur de cette initiative financée par l'IDA, ce FA contribuera à la consolidation des partenariats entre le Gouvernement, la Banque mondiale et les Nations Unies sur les questions de renforcement de la paix, d'emploi des jeunes et de protection sociale ainsi qu'à la promotion de l'efficacité dans l'utilisation des ressources accordées par les partenaires internationaux en Guinée.

II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION D'UN FINANCEMENT ADDITIONNEL D'UN MONTANT DE 2 MILLIONS \$EU

La demande officielle de Financement Additionnel (FA) a été soumise par le Gouvernement de la Guinée le 12 janvier 2012, alors que le Projet de filets sociaux productifs était en préparation (voir l'Annexe 1). Dans sa Lettre, le Gouvernement guinéen manifeste son intention de gérer à travers le PFSP un don de 2 millions \$EU accordé par le Fonds de consolidation de la paix des Nations Unies. Toutefois, compte tenu du temps imparti pour la présentation du projet initial au Conseil d'administration et du temps nécessaire à la finalisation des ententes administratives avec les Nations Unies, il a été convenu que les procédures liées au Financement Additionnel se poursuivraient après l'approbation par le Conseil d'administration (voir la Note de décision en Annexe II).

L'équipe a obtenu l'approbation du Vice Président de la Région pour la poursuite des démarches liées au Financement Additionnel en vertu de l'OP 13.20 le 24 avril 2013. Le Projet mère et le Financement Additionnel/Fonds fiduciaire proposé appuient tous deux les objectifs du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté de la Guinée, soit l'expansion des filets sociaux dans

une perspective de lutte contre la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie ainsi que l'accès à et la couverture en services sociaux de base. Les interventions appuient également l'approche en deux étapes à la protection sociale recommandée par la Note de stratégie intérimaire pour les exercices fiscaux 2011 et 2012 : « aider à court terme les segments les plus pauvres et les plus vulnérables de la population à surmonter les effets négatifs des réformes et des hausses de prix tout en se dirigeant vers le développement d'un système de filets sociaux à moyen et long terme ». Le Projet mère et le FA contribuent à la stratégie de protection sociale de la Banque mondiale qui met l'accent sur : (i) la prévention contre les chocs aux revenus et aux dépenses ; (ii) la protection contre l'indigence et la perte de capital humain ; et (iii) la promotion d'opportunités, de moyens de subsistance et d'emplois améliorés ainsi qu'une attention plus importante aux États fragiles. Finalement, ces interventions sont cohérentes avec la Stratégie de protection sociale pour l'Afrique qui met une emphase particulière sur les aspects productifs des filets sociaux et avec les deux piliers clés de la Stratégie pour l'Afrique, soit la vulnérabilité et la résilience et la compétitivité et l'emploi.

Les principales caractéristiques du prêt initial sont les suivantes :

- Le prêt initial de 25 millions \$EU a été approuvé le 29 juin 2012 et a été mis en vigueur le 14 février 2013.
- L'objectif de développement initial est de : « Fournir un appui aux revenus des groupes vulnérables et de mettre en place les bases d'une stratégie de filets sociaux en testant les différents aspects nécessaires à un système de plus grande ampleur ».
- Le projet comprend trois composantes : (i) programme de travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) et de formations sur les aptitudes à la vie quotidienne dans les zones urbaines; le programme s'adresse aux jeunes et permet la création simultanée d'emplois à court terme à travers la construction et la réhabilitation d'infrastructures urbaines essentielles (16,5 millions \$EU); (ii) transferts monétaires pilotes pour l'amélioration du capital humain dans les zones rurales (4,5 millions \$EU); et (iii) renforcement de la capacité institutionnelle du Gouvernement en matière d'élaboration et de coordination de filets sociaux (4 millions \$EU).
- Dans le cadre du Projet initial, environ 34 000 individus recevront des transferts directs (24 000 participants aux travaux HIMO et 10 000 bénéficiaires de transferts monétaires pilotes), un nombre équivalent à 200 000 bénéficiaires effectifs (sur la base de six membres par ménage). En outre, les infrastructures réhabilitées et construites (100 microprojets réalisés dans les quartiers pauvres des huit régions administratives du pays) profiteront directement aux populations des zones ciblées. Grâce à ces microprojets, on estime que 500 000 personnes bénéficieront de l'amélioration en infrastructures.
- Les bénéficiaires directs sont sélectionnés parmi les segments les plus vulnérables de la population. La composante HIMO s'adresse aux jeunes de la capitale régionale âgés de plus de 18 ans en chômage ou en situation de sous-emploi ; 30 pour cent des bénéficiaires sont des femmes. Les transferts monétaires pilotes profitent directement aux enfants malnutris et aux filles qui fréquentent l'école primaire des sous-préfectures de Boké, Kankan, et Labé où les taux de malnutrition infantile sont élevés et les taux de graduation de l'école primaire chez les filles extrêmement bas.

- Le projet est mis en œuvre par la Cellule Filets Sociaux (CFS), qui a été créée par Décret ministériel le 9 mars 2012¹ afin de coordonner l'exécution du Projet. La CFS est rattachée au Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), sous le Secrétariat du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP). La CFS comprend le personnel clé suivant: (i) un Coordonnateur; et (ii) un Spécialiste du suivi & évaluation; (iii) un responsable administratif et financier ; (iv) un Spécialiste des passations de marchés; et (v) un comptable.
- Le 11 février 2013, le Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction (MUHC) a signé avec le MEF une Convention qui prévoit que sa Cellule de Voirie Secondaire (CVS) fournira une assistance technique pour la mise en œuvre des travaux HIMO². La CVS a acquis une expérience importante en matière de travaux HIMO et de projets d'argent contre travail à travers le Projet de Développement Urbain 3 et les projets d'argent contre travail appuyés par le Programme de réponse à la crise alimentaire mondiale, tous deux financés par la Banque mondiale. L'Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnel (ONFPP) appuiera l'exécution des formations sur les aptitudes à la vie quotidienne (Composante 1) et le Gouvernement contractualisera l'UNICEF pour la mise en œuvre des transferts monétaires pilotes.
- Le Financement Additionnel proposé servira à une mise à l'échelle des travaux HIMO en faisant passer la main-d'œuvre recrutée dans le cadre de cette composante des 34 000 employés initialement prévus à 36 400 et le nombre de personnes/jours de 2 240 000 à 2 640 000. Aucune modification n'a été apportée à la conception du Projet et à son ODP.

Performance du projet : la performance du Projet a été considérée modérément satisfaisante par le dernier Rapport de supervision intérimaire (RSI) de juin 2013. Le Projet a démarré le 14 février 2013 après que les conditions de mise en vigueur aient été remplies : (a) Le Récipiendaire aura adopté un Manuel d'exécution du projet (autre que le Manuel des opérations du PTM), dont la forme et le contenu auront été considérés satisfaisants par l'Association ; (b) Le MEF aura conclu avec le MUHC un Protocole d'accord dont la forme et le contenu auront été considérés satisfaisants par l'Association ; et le Récipiendaire aura modifié la loi constitutive (sous une forme et un contenu acceptables par l'Association) de l'Unité de Coordination du PDU 3 afin de pouvoir mettre en œuvre la Partie A du projet ; et (c) Le Récipiendaire aura recruté pour la CFS : (i) un comptable, (ii) un Directeur financier ; (iii) un Spécialiste des passations de marchés et (iv) un Coordonnateur du Projet, chacun en accord avec les dispositions de la Section III de l'Annexe 2 de l'Accord de financement.

Le Projet a bénéficié d'une Avance de Préparation qui lui a permis de s'assurer la mise en vigueur. La rénovation des bureaux et les passations de marché pour l'acquisition d'équipements essentiels, notamment des véhicules, sont en cours. Le Plan de travail annuel initial est en voie de révision, le personnel complémentaire et d'appui à l'exécution du Projet

¹ Décret ministériel A/2012/1340/MEF/CAB/SGG pour la création de la Cellule Filets Sociaux

² Convention d'appui technique entre le MEF et le MUHC No: 001/PFSP-SRP-MEF/2013 pour la mise en œuvre des travaux HIMO de la Composante 1 ciblant les jeunes urbains.

est actuellement recruté, et la mobilisation communautaire et la sélection des entreprises qui procéderont aux travaux HIMO dans le cadre des microprojets est en cours.

D'autres options de financement ont été envisagées, notamment le cofinancement, le financement parallèle et le financement direct de l'agence d'exécution par le PNUD. Le Financement Additionnel par le biais d'un Fonds Fiduciaire a été retenu en raison du fait qu'il représente une opportunité unique d'économies d'échelle et de coordination efficace du financement des partenaires internationaux. Il permet également de s'assurer que les montants en cause seront gérés sous la supervision de la BM et respecteront par conséquent des règles de bonne gestion financière.

III. CHANGEMENTS PROPOSÉS

Objectif de développement du projet : il n'y a aucun changement à l'ODP du projet initial, qui consiste à : «Fournir un appui aux revenus des groupes vulnérables et mettre en place les bases d'une stratégie de filets sociaux en testant les différents aspects nécessaires à un système de plus grande ampleur ». Il faut cependant noter que le FA sera essentiellement concentré sur la première partie de l'énoncé de l'ODP.

Aperçu : Comme prévu dans la conception initiale de la Composante 1, le FA permettra de créer des emplois à court terme et donc de générer des revenus pour les jeunes de Conakry recrutés dans le cadre de la mise en œuvre de microprojets à petite échelle utilisant des travailleurs non qualifiés et semi-qualifiés. Le FA devrait assurer des emplois directs à court terme à 32 400 participants tout en créant ou en réhabilitant les actifs communautaires des quartiers pauvres. Toutefois, en raison des limites budgétaires, ces nouveaux bénéficiaires ne seront pas éligibles à la sous-composante de formation sur les aptitudes à la vie quotidienne prévue dans le Projet mère.

Dispositifs d'exécution : L'utilisation de ce nouveau financement respectera les dispositifs de mise en œuvre décrits au Manuel d'exécution du Projet mère. La CFS continuera à assumer la responsabilité de la mise en œuvre du Projet et elle recrute actuellement dans le cadre du Projet mère un consultant qui coordonnera les activités reliées aux travaux HIMO sous la supervision du Coordonnateur du projet. Les travaux HIMO seront exécutés avec l'appui technique du MUHC, selon les dispositions prévues au Manuel d'exécution du Projet mère et aux conventions susmentionnées. Les dispositifs relatifs à cet appui technique ont été légèrement reformulés dans le ME du Projet mère, en raison du fait que l'Unité de Coordination du Projet de Développement Urbain 3 (UCP/PDU3), identifiée dans le Document d'évaluation du Projet initial comme principal responsable de l'assistance technique sur les travaux HIMO a clôturé ses activités le 30 juin 2013. En remplacement, les appuis techniques seront fournis par la Cellule de Voirie Secondaire rattachée au MUHC. La CVS était en fait responsable de l'exécution des travaux HIMO et des activités d'argent contre travail du PDU 3. Le budget nécessaire à cette assistance et au plan d'action y afférent sera élaboré et soumis annuellement à l'approbation de la CFS, puis à non-objection de la Banque mondiale, tel que précisé au ME du Projet mère est dans la Convention entre le MEF et le MUHC. Les communes urbaines faciliteront l'exécution des microprojets en partenariat avec la CVS et sous la supervision de la CFS. Les entrepreneurs locaux chargés des travaux seront sélectionnés à travers un processus d'appel d'offres mené par

la Commission de passation des marchés pertinente. Les termes de référence détaillés de chacun de ces acteurs sont définis au ME.

Activités éligibles et sélection des microprojets : comme convenu dans le cadre du Projet mère, une campagne de sensibilisation sera menée avant le démarrage des activités. Afin d'encourager la participation des femmes, un quota de 30 pour cent des emplois offerts leur a été réservé. Certaines femmes seront recrutées afin de prendre soin des enfants des autres travailleurs féminins sur le site, ce qui permettra de réduire l'une des contraintes principales à la participation des femmes. La liste des microprojets éligibles continuera à inclure : le nettoyage des rues et canaux; le remplissage des nids de poules; le bitumage des rues et des places publiques; la peinture et l'amélioration des édifices communautaires; la réhabilitation des jardins publics; la construction et la réhabilitation des caniveaux; la construction de caniveaux et de petits ouvrages de prévention des inondations; le nettoyage des calvettes; l'entretien, la réhabilitation et la construction d'infrastructures communautaires clés, incluant les infrastructures économiques collectives (par exemple marchés) ; la construction et la réhabilitation de latrines publiques; les autres activités susceptibles de contribuer à l'amélioration de l'environnement dans les zones urbaines. Les microprojets seront sélectionnés conformément au manuel d'exécution, sur la base des Plans de développements communaux et en consultation avec les dirigeants communautaires. Aucun microprojet ne sera supérieur à 100 000 \$EU.

Calendrier d'exécution : Comme prévu au Projet mère, les activités liées à la préparation des microprojets auront lieu au cours de la saison des pluies et la mise en œuvre se déroulera de septembre à mai, selon la nature des activités.

La date de clôture proposée est le 30 juin 2015. En vertu de l'OP 13.20, la date de clôture finale du FA proposé demeure à l'intérieur des 3 ans précédant la date de clôture actuelle du Projet mère.

Ciblage, inscription et paiements aux bénéficiaires. Le projet mère cible les groupes vulnérables (particulièrement les jeunes) des cinq communes de Conakry et des sept capitales régionales, qui seront recrutées comme travailleurs dans la conduite des travaux HIMO. Ces zones ont été sélectionnées en raison de leur fort niveau de pression démographique et de la dégradation accélérée des conditions de vie locales. Les municipalités identifieront les communes et quartiers spécifiques ciblés. Les bidonvilles et secteurs particulièrement désavantagés seront priorisés. En outre, le FA se concentrera sur les jeunes des communautés de Conakry vulnérables aux conflits. Le chevauchement évident entre ces groupes cibles permettra la réalisation d'économies d'échelle au cours de la mise en œuvre. L'identification des bénéficiaires ainsi que leur inscription et le versement des salaires seront assurés en accord avec les dispositions du ME du Projet mère. L'enquête sur la satisfaction des bénéficiaires inclura des questions qui permettront d'évaluer l'ampleur de la participation de bénéficiaires issus de différents groupes ethniques et d'estimer l'impact éventuel du Projet sur la cohésion sociale.

Dispositifs de gestion financière : Les dispositifs de gestion financière sont identiques à ceux qui ont été approuvés dans le cadre du Projet mère et seront donc coordonnés par la nouvelle CFS qui assume la responsabilité fiduciaire générale du Projet.

Le risque général en matière de gestion financière a été considéré **Élevé** cours de l'étape de préparation du Projet mère en raison de l'absence de dispositifs de gestion appropriés au sein de la nouvelle CFS. Toutefois, ce risque devait passer à **Substantiel** après une prise satisfaisante et complète des mesures d'atténuation proposées suivantes :

- ✓ les deux conditions de mise en vigueur suivantes, (i) le recrutement au sein de la CFS d'un directeur financier et d'un comptable dont les qualifications et l'expérience auront été considérées satisfaisantes par la Banque; et (ii) l'élaboration d'un Manuel de procédures administratives, financières et comptables qui établit une séparation claire des responsabilités respectives ; et
- ✓ trois engagements formels assortis de leur date d'échéance : (iii) le recrutement d'un auditeur interne au plus tard quatre mois après la mise en vigueur; (iv) l'installation d'un système d'information informatisé pour la gestion financière des activités du projet ; et (v) le recrutement, au plus tard quatre mois après la mise en vigueur, d'un auditeur externe indépendant chargé de s'assurer que les rapports annuels d'audit sont préparés et transmis à la Banque mondiale dans les délais requis.

Ces mesures, qui sont liées à la mise en vigueur du Projet mère, ont été adoptées grâce à une avance octroyée par la Banque au gouvernement pour la préparation du projet, ce qui a permis sa mise en vigueur le 14 février 2013. Les autres conditions juridiques assorties d'une date d'échéance sont en cours d'exécution. Les dispositifs de gestion financière en place sont suffisamment adéquats pour assurer un bon démarrage du Projet jusqu'à l'adoption complète des conditions à échéance. Sous réserve de la prise effective de toutes les mesures d'atténuation, les dispositifs de gestion financière proposés sont considérés adéquats et satisfont aux exigences minimales en matière de gestion financière demandées par l'OP/BP 10.02.

Gestion financière et dispositifs de décaissements

Flux financiers et décaissements :

Compte désigné : un compte désigné (CD) libellé en dollars des États-Unis sera ouvert par la CFS dans une banque commerciale reconnue et acceptable par l'IDA. Le premier versement au CD couvrira environ quatre mois de dépenses.

Le CD sera géré dans le respect des procédures de décaissement décrites au Manuel de procédures administratives, financières et comptables et dans la Lettre de Décaissement.

Dispositifs de décaissement : Les décaissements effectués dans le cadre du Don seront basés sur les transactions. Les méthodes de Paiement Direct s'appliqueront dans les cas appropriés. Le passage à des décaissements sur la base de rapports pourra être envisagé lorsque la CFS aura la capacité de produire des RFI fiables et acceptables et que sa performance en matière de gestion financière sera considérée acceptable suite à la supervision effectuée par la Banque. La valeur minimale des Paiements Directs et Engagements Spéciaux (si applicable) s'élèvera à 20 pour cent du plafond du Compte Désigné.

Flux financiers : Les fonds passeront du CD à un compte de transactions (CT) libellé en francs guinéens et du CT aux entrepreneurs locaux qui seront chargés du paiement des travailleurs recrutés dans le cadre des travaux HIMO et des fournisseurs y afférent.

Budgétisation et comptabilité : Les dispositifs adoptés dans le cadre du Projet initial et décrits au Manuel de gestion administrative, financière et comptable s'appliqueront au FA. Le budget consolidé du Projet sera soumis à la non-objection de l'IDA. L'équipe comptable proposée, qui comprend un gestionnaire financier et un comptable, est suffisamment adéquate pour la conduite des activités additionnelles requises par le FA. Le logiciel comptable exigé pour le Projet initial sera acquis sous une version multi-projets et personnalisé de façon à assurer un suivi distinct des activités financées par le FA.

Contrôle et audit internes : Le Manuel des procédures du Projet a été élaboré et l'auditeur interne sera recruté à temps pour mener la revue *a posteriori* des transactions du Projet. En outre, une enquête de satisfaction des bénéficiaires sera menée annuellement par la CFS. Le plan de gouvernance et de redevabilité du Projet initial, qui comprend des mesures de redevabilité sociale, s'appliquera au FA.

Rapports : Les rapports financiers intérimaires trimestriels non audités (RFI) soumis par le Projet tiendront compte des activités du FA. Les RFI seront trimestriels et soumis à la Banque dans les 45 jours suivant la fin du trimestre concerné. Le format de RFI adopté par le Projet initial s'appliquera ici. Les entrepreneurs locaux soumettront des rapports financiers trimestriels faisant état des fonds reçus, de l'utilisation détaillée de ces fonds avec identification des bénéficiaires et preuves de paiement et du solde de trésorerie.

Audits : l'Accord de financement (AF) exigera la soumission à l'IDA d'états financiers audités du FA dans les six mois suivants la fin de l'année financière. Un auditeur externe dont les qualifications et l'expérience seront considérées satisfaisantes par la Banque mondiale sera recruté afin de mener un audit annuel des états financiers du Projet, incluant ceux du FA. Les termes de référence de cet audit annuel prévoient des mesures de détection de la fraude et de la corruption.

Passations de marché : Les dispositifs sont identiques à ceux qui ont été approuvés pour le Projet mère. Toutes les passations de marchés seront gérées par la CFS avec l'appui de la CVS du MUHC. Il s'agira notamment de : (i) la coordination et l'assurance de la qualité de tous les documents liés à la contractualisation et à la passation de marchés (document d'appel d'offres, demande de propositions, protocoles d'accord, contrats, etc.) préparés par les agences d'exécution; (ii) l'actualisation du plan de passation de marchés en collaboration étroite avec les agences d'exécution; (iii) la gestion de toutes les demandes de non-objection relatives aux appels d'offres et contrats.

Comme dans le cas du Projet mère, les passations de marché effectuées dans le cadre du financement additionnel proposé seront menées en accord avec (i) les « Directives sur la prévention et la lutte contre la fraude et la corruption dans les projets financés par les prêts de la BIRD et les dons et crédits de l'IDA » datées du 15 octobre 2006 et révisées en janvier 2011; (ii) les « Directives : sélection et emploi de consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale »

datée de janvier 2011; (iii) « Directives de passation des marchés de biens, travaux et services de non-consultants financés par les prêts de la BIRD et les crédits de l'IDA » de la Banque mondiale datées de janvier 2011.

Indicateurs de résultats du projet : Le financement additionnel proposé ne demande aucune révision de l'ODP ou des indicateurs de l'ODP puisqu'il contribue directement à la réalisation de la Composante 1 du Projet financé par l'IDA. Les cibles des indicateurs de performance clés et des indicateurs de résultats seront modifiées en fonction du Tableau 1 ci-dessous. Par ailleurs, l'annexe 3 inclue une liste d'indicateurs sur la base desquels le projet évaluera l'impact du financement additionnel sur la consolidation de la paix. .

Tableau 1: Augmentation de la valeur cible à terme des indicateurs concernés

<i>Indicateurs</i>	<i>Valeur cible initiale à terme</i>	<i>Augmentation de la valeur cible à terme</i>	<i>Cible révisée</i>
Indicateurs de performance clés			
Bénéficiaires directs du Projet (nombre)	34 000	2 400	36 400
Participant aux travaux publics (nombre)	24 000	2 400	26 400
Bénéficiaires du programme de filets sociaux — femmes (nombre)	13 600	720	14 320
Personnes ayant accès à des infrastructures améliorées (nombre)	500 000	50 000	550 000
Indicateurs de résultats			
Nombre de personnes /jour d'emploi (nombre)	2 400 000	240 000	2 640 000
Salaires versés (en \$EU)	7 602 272	760 227	8 362 499
Infrastructures socio-économiques de base réhabilitées, construites, entretenues profitant aux quartiers pauvres (nombre)	200	20	220

Coûts par composante

<i>Composantes</i>	<i>Coût initial</i>	<i>Modification avec FA</i>	<i>Révisé</i>
1: Programme de travaux publics HIMO et de formations sur les aptitudes à la vie quotidienne	16 5	1 567	18 067
2: Transferts monétaires pilotes pour l'amélioration du capital humain	4 5	0	4 5
3: Coordination du projet et renforcement des capacités institutionnelles	4 00	298	4 298
Total	25	1 865³	26 865

³ Ce montant n'inclut pas les frais d'administration du fonds fiduciaire qui s'élève à 135 000 \$EU

IV. RÉSUMÉ DE L'ÉVALUATION

Analyse économique : Le Projet reste tout à fait justifiable au plan économique et bénéficiera d'économies d'échelle. Les travaux publics devraient présenter un excellent rapport coût efficacité puisque l'intensité de travail représente environ 60 pour cent des coûts, le mécanisme de ciblage des quartiers pauvres sera efficace et qu'un processus participatif et transparent de priorisation des microprojets sera instauré. La Composante (incluant le FA) devrait générer 2 640 000 personnes/jours d'emploi pour 26 400 travailleurs, soit 158 400 bénéficiaires (si l'on considère un ménage de six membres par travailleur). Environ 30 pour cent des employées seront des femmes. Les transferts en salaire seront en moyenne de 20 000 à 25 000 FG par personne et par jour pour un total de 100 jours de travail par année. Ceci représente un total de transfert en revenus nets estimé à plus de 8 362 499 \$EU. Sur la base du seuil de pauvreté de 2007 et de l'équivalent en dollars EU, le montant total transféré par le Projet pourrait réduire de 12 pour cent l'écart de pauvreté. Si l'on tient compte des dépenses liées aux intrants hors travail, aux frais administratifs et aux profits des entrepreneurs, les coûts du transfert de 1 \$ EU en salaire net à un participant aux travaux HIMO s'élèvent à environ 1 \$ EU, un chiffre qui se compare favorablement aux pratiques internationales.

Les microprojets permettront de réhabiliter ou de créer des infrastructures sociales et productives dans les communautés participantes, ce qui améliorera leur bien-être. Un total de 150 microprojets, représentant plus de 12 millions \$ EU en biens collectifs seront réalisés dans le cadre de la composante de travaux HIMO. Les principaux travaux contractualisés incluront l'entretien des routes tertiaires, la réparation du drainage urbain, l'amélioration de la qualité de l'eau et de l'assainissement et les activités de collecte des ordures contribuant de façon significative à un meilleur niveau de vie dans les quartiers pauvres. On estime que dans les régions ciblées, 500 000 personnes bénéficieront d'une amélioration de leurs conditions de vie à la suite de la réhabilitation des infrastructures effectuée par les microprojets. Les conseils communaux s'assureront d'une implication importante des communautés dans la sélection des actifs réhabilités et superviseront la qualité de l'exécution. En retour, ces mesures devraient accroître la probabilité que les actifs créés aient des retombées collectives dans la communauté.

Aspects environnementaux et sociaux : Aucun changement n'est apporté au Projet initial. Les impacts sociaux du Projet devraient être positifs, puisque l'intervention vise à créer des emplois pour les jeunes des zones urbaines. L'appui aux revenus devrait améliorer l'accès des ménages ciblés aux services sociaux de base, favoriser l'investissement dans des biens productifs et contribuer par conséquent au renforcement de la paix. Les impacts négatifs potentiels des travaux publics HIMO sont minimes en raison de l'ampleur et de la nature des microprojets exécutés. En fait, il s'agira d'initiatives ne dépassant pas 100 000 \$ EU par microprojet, ceci pour des activités de nettoyage des rues et des canaux, de remplissage des nids de poules, de construction de systèmes de drainage permettant de prévenir les inondations, de nettoyage de calvettes, de cassage de pierres, d'entretien, de réhabilitation et de construction d'infrastructures communautaires clés, incluant les marchés, les espaces publics, les jardins et les latrines publiques ou autres activités réalisées au centre-ville en vue d'améliorer la vie communautaire. Cependant, afin de réduire les risques potentiels associés à la délocalisation et aux compensations, surtout dans un contexte où la nature et la localisation

des microprojets ne sont pas encore connues, un Cadre de politique de délocalisation (CPD) a été élaboré puis publié dans le pays le 9 avril 2012; le document a été placé sur l'infoshop du Projet mère le 2 mai 2012. Le CPD s'appliquera au FA.

Le Projet a été classé dans la catégorie environnementale B, principalement en raison du fait que les travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre auront des impacts sociaux et environnementaux limités et localisés. La politique de sauvegarde de la Banque mondiale 4.1 sur les évaluations environnementales a été déclenchée en raison des travaux publics HIMO menés par le Projet mère. Un Cadre de gestion environnementale et sociale (CGES) a été élaboré pour le projet mère, puis publié dans le pays le 9 avril 2012; le document a été diffusé sur l'infoshop le 30 avril 2012. Ce document s'appliquera au Financement additionnel. L'agence d'exécution utilisera les procédures d'examen de la Banque mondiale mentionnées au CGES pour l'identification, l'évaluation, la réduction et le suivi des impacts sur l'environnement des microprojets de travaux publics HIMO. Ces évaluations impliqueront des consultations avec les parties prenantes clés et permettront de prévoir des plans de délocalisation et des plans de gestion environnementale spécifiques lorsque nécessaire. Une fois ces plans d'action élaborés, il y aura tenue de consultations publiques et mise en place d'un système communautaire de réclamation. Toutes les parties prenantes seront sensibilisées et formées sur les mesures d'atténuation.

Exceptions aux politiques et dispenses : aucune exception ou dispense n'est demandée

ANNEXE 1: CADRE DE SUIVI ET DE RÉSULTATS

Guinée: Projet de filets sociaux productifs

Cadre de résultats

Révisions au cadre de résultats		Commentaires/ justification des modifications
ODP		
<i>Actuel (PAD)</i>	<i>Proposé</i>	
Fournir un appui aux revenus des groupes vulnérables et de mettre en place les bases d'une stratégie de filets sociaux en testant les différents aspects nécessaires à un système de plus grande ampleur	Fournir un appui aux revenus des groupes vulnérables et de mettre en place les bases d'une stratégie de filets sociaux en testant les différents aspects nécessaires à un système de plus grande ampleur	Il convient toutefois de noter que le FA concernera la première partie de cet énoncé.
Indicateurs de l'ODP		
<i>Actuel (PAD)</i>	<i>Changements proposés*</i>	
Bénéficiaires ayant accès aux transferts monétaires (nombre)	Maintenu mais avec modification de la valeur cible	2400 bénéficiaires additionnels ciblés dans le cadre de la mise à l'échelle de la composante de travaux HIMO grâce au FA (840 individus au cours de l'AF1 et 1560 au cours de l'AF2.
Bénéficiaires des programmes de filets sociaux -argent contre travail, nourriture contre travail et travaux publics (nombre)	Maintenu mais avec modification de la valeur cible	idem que ci-dessus
Bénéficiaires des programmes de filets sociaux -transferts monétaires non conditionnels (nombre)	Maintenu. Non applicable au FA	
Bénéficiaires des programmes de filets sociaux -femmes (nombre) ⁴	Maintenu mais avec modification de la valeur cible	720 femmes bénéficiaires additionnelles ciblées par le FA, soit 252 femmes au cours de la première année et 468 au cours de la seconde année
Bénéficiaires inscrits aux formations sur les aptitudes de la vie quotidienne	Maintenu. Non applicable au FA	

Révisions au cadre de résultats		Commentaires/ justification des modifications
Individus ayant accès aux campagnes de sensibilisation sur la nutrition, la santé, l'hygiène et l'éducation	Maintenu. Non applicable au FA	
Individus ayant accès à des infrastructures améliorées	Maintenu. Non applicable au FA	50 000 personnes additionnelles auront accès à des infrastructures améliorées
Constats de l'évaluation d'impact du programme pilote discutés et incorporés dans la stratégie de filets sociaux	Maintenu. Non applicable au FA	
Indicateurs de résultats intermédiaires		
<i>Actuels (PAD)</i>	<i>Changements proposés*</i>	
Personnes/jours de travail fournis par le projet	Applicable mais avec modification de la valeur cible	240 000 personnes/jours additionnelles assurées par le FA. Il s'agit de 80 000 personnes/jours au cours de la première année et de 1 067 700 au cours de la seconde année
Salaires versés aux travailleurs	Applicable mais avec modification de la valeur cible	Salaires versés aux 2400 bénéficiaires du FA, soit 266 000 au cours de la première année et 494 227 au cours de la seconde année
Infrastructures socio-économiques de base réhabilitées, construites, entretenues profitant aux quartiers pauvres des villes ciblées (désagrégé selon les 5 sous-indicateurs ci-après)	Applicable mais avec modification de la valeur cible	20 microprojets supplémentaires seront réalisés grâce au FA. Il s'agit de 7 microprojets au cours de la première année et de 13 microprojets au cours de la deuxième année
Places de marché construites/améliorées	Maintenu	
Systèmes de drainage nettoyés	Maintenu	
Latrines publiques construites et réhabilitées	Maintenu	
Routes (non rurales) construites	Maintenu	
Routes (non rurales) réhabilitées	Maintenu	
Travaux publics complétés avec une qualité technique satisfaisante	Maintenu	
Ménages enregistrés qui reçoivent des TM	Maintenu. Non applicable au FA	
Ménages enregistrés qui reçoivent des TM pour l'éducation	Maintenu. Non applicable au FA	
Ménages enregistrés qui reçoivent	Maintenu. Non applicable au	

Révisions au cadre de résultats		Commentaires/ justification des modifications
des TM pour la nutrition	FA	
Bénéficiaires qui se conforment aux exigences des TM	Maintenu. Non applicable au FA	
Bénéficiaires de TM pour l'éducation se conforment aux exigences	Maintenu. Non applicable au FA	
Bénéficiaires de TM pour la nutrition qui se conforme aux exigences	Maintenu. Non applicable au FA	
Une base de données centrale pour la gestion des listes de bénéficiaire et mise en place	Maintenu. Non applicable au FA	
Les rapports agrégés sont soumis à la BM dans les délais requis	Maintenu	
Il y a conduite annuelle d'évaluations rapides de la satisfaction des bénéficiaires	Maintenu	

* Indiquer si l'indicateur est supprimé, maintenu, révisé, nouveau, ou s'il y a un changement dans la valeur cible à terme du projet

CADRE DE RÉSULTATS DU PROJET RÉVISÉ

Annexe 1: Cadre de suivi et de résultats

Pays: Guinée

Nom du projet : Projet de filets sociaux productifs (P123900)

Cadre de résultats

Objectifs de développement du projet

Formulation de l'ODP

L'objectif de développement du projet (ODP) est de fournir un appui aux revenus des groupes vulnérables et de mettre en place les bases d'une stratégie de filets sociaux en testant les différents aspects nécessaires à un système de plus grande ampleur

Indicateurs de l'objectif développement

Nom de l'indicateur	Ess	Unité de mesure	Référence	Valeur cible cumulative					Fréquence	Source des données Méthodes	Responsable de la collecte des données
				An 1	An 2	An 3	An 4	An 5			
Bénéficiaires ayant accès aux transferts monétaires (nombre)	<input checked="" type="checkbox"/>	Nombre	0.00	840.00	1467 7	2343 0	3137 0	36,400 5	Trimestrielle et annuelle	Rapports agrégés de la CFS	CFS
Bénéficiaires des programmes de filets sociaux -argent contre travail, nourriture contre travail et travaux publics (nombre)	<input checked="" type="checkbox"/>	Nombre	0.00	840.00	1067 7	1543 0	2137 0	26400 ⁶	Trimestrielle et annuelle	Rapports agrégés de la CFS	CFS

⁵Incluant 2400 bénéficiaires ciblés par la mise à l'échelle de la composante HIMO à travers le FA (840 au cours de l'AF 1 et 1560 au cours de l'AF2)

⁶ Incluant 2400 bénéficiaires ciblés par la mise à l'échelle de la composante HIMO à travers le FA (840 au cours de l'AF 1 et 1560 au cours de l'AF2)

Bénéficiaires des programmes de filets sociaux -transferts monétaires non conditionnels (nombre)	<input checked="" type="checkbox"/>	Nombre	0.00	0.00	4000	8000	10000	10000	Trimestrielle et annuelle	Rapports agrégés de la CFS	CFS
Bénéficiaires des programmes de filets sociaux -femmes (nombre) ⁷	<input checked="" type="checkbox"/>	Nombre	0.00	252.00	4403	7029	9411	9720 ⁸	Trimestrielle et annuelle	Rapports agrégés de la CFS	CFS
Bénéficiaires inscrits aux formations sur les aptitudes de la vie quotidienne	<input type="checkbox"/>	Nombre	0.00	0.00	1000	3500	4500	5000	Trimestrielle et annuelle	Rapports agrégés de la CFS	CFS
Individus ayant accès aux campagnes de sensibilisation sur la nutrition, la santé, l'hygiène et l'éducation	<input type="checkbox"/>	Nombre	TBC	TBC	TBC	TBC	TBC	TBC	Trimestrielle et annuelle	Rapports agrégés de la CFS	CFS
Individus ayant accès à des infrastructures améliorées	<input type="checkbox"/>	Nombre	0.00	17,500.00	132500	350000	450000	550,000 ⁹	Trimestrielle et annuelle	Rapports agrégés de la CFS	CFS
Constats de l'évaluation d'impact du programme pilote discutés et incorporés dans la stratégie de filets sociaux	<input type="checkbox"/>	Oui/Non	Non	Non	Non	Non	Non	Oui	Une fois	Rapports agrégés de la CFS	CFS

⁸ Incluant 900 femmes bénéficiaires additionnelles ciblées par le FA, soit 252 femmes au cours de la première année et 468 au cours de la seconde année

⁹ Incluant 17 500 individus additionnels au cours de la première année et 32 500 au cours de la seconde année

Indicateurs de résultats intermédiaires

Nom de l'indicateur	Ess	Unité de mesure	Référence	Valeurs cibles cumulatives					Fréquence	Source des données Méthodes	Responsable de la collecte des données
				An 1	An 2	An 3	An 4	An 5			
Personnes/jours de travail fournis par le projet	<input type="checkbox"/>	Nombre	0,00	84 000 00	1 06 700	1 543 000	2 137 000	2 640 000 ¹⁰	Trimestrielle et annuelle	Rapports agrégés de la CFS	CFS
Salaires versés aux travailleurs	<input type="checkbox"/>	Montant(\$EU)	0,00	266 080 00	3 382 061	4 887 627	6 769 190	8 362 499 ¹¹	Trimestrielle et annuelle	Rapports agrégés de la CFS	CFS
Infrastructures socio-économiques de base réhabilitées, construites, entretenues profitant aux quartiers pauvres des villes ciblées (désagrégé selon les 5 sous-indicateurs ci-après)	<input type="checkbox"/>	Nombre	0,00	7 00	89	129	178	220	Trimestrielle et annuelle	Rapports agrégés de la CFS	CFS
Places de marché construites/améliorées	<input type="checkbox"/>	Nombre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Trimestrielle et annuelle	Rapports agrégés de la CFS	CFS
Systèmes de drainage nettoyés	<input type="checkbox"/>	Nombre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Trimestrielle et annuelle	Rapports agrégés de la CFS	CFS
Latrines publiques construites et réhabilitées	<input type="checkbox"/>	Nombre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Trimestrielle et annuelle	Rapports agrégés de la CFS	CFS

¹⁰ Incluant 240 000 personnes /jours assurées par le FA, soit 84 000 personnes /jours au cours de la première année 1 067 700 au cours de la seconde année.

¹¹ Incluant les salaires versés aux 2400 bénéficiaires du FA, soit 266 000 au cours de la première année et 494 227 au cours de la seconde année.

Routes (non rurales) construites	<input type="checkbox"/>	Nombre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Trimestrielle et annuelle	Rapports agrégés de la CFS	CFS
Routes (non rurales) réhabilitées	<input type="checkbox"/>	Nombre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Trimestrielle et annuelle	Rapports agrégés de la CFS	CFS
Travaux publics complétés avec une qualité technique satisfaisante	<input type="checkbox"/>	Pourcentage	0,00	0,00	80,00	85,00	90,00	90,00	Trimestrielle et annuelle	Rapports agrégés de la CFS	CFS
Ménages enregistrés qui reçoivent des TM	<input type="checkbox"/>	Pourcentage	0,00	0,00	85,00	90,00	95,00	95,00	Trimestrielle et annuelle	Rapports agrégés de la CFS	UNICEF
Ménages enregistrés qui reçoivent des TM pour l'éducation	<input type="checkbox"/>	Pourcentage	0,00	0,00	85,00	90,00	95,00	95,00	Trimestrielle et annuelle	Rapports agrégés de la CFS	UNICEF
Ménages enregistrés qui reçoivent des TM pour la nutrition	<input type="checkbox"/>	Pourcentage	0,00	0,00	85,00	90,00	95,00	95,00	Trimestrielle et annuelle	Rapports agrégés de la CFS	UNICEF
Bénéficiaires qui se conforment aux exigences des TM	<input type="checkbox"/>	Pourcentage	0,00	0,00	85,00	90,00	95,00	95,00	Trimestrielle et annuelle	Rapports agrégés de la CFS	UNICEF
Bénéficiaires de TM pour l'éducation se conforment aux exigences	<input type="checkbox"/>	Pourcentage	0,00	0,00	85,00	90,00	95,00	95,00	Trimestrielle et annuelle	Rapports agrégés de la CFS	UNICEF
Bénéficiaires de TM pour la nutrition qui se conforme aux exigences	<input type="checkbox"/>	Pourcentage	0,00	0,00	85,00	90,00	95,00	95,00	Trimestrielle et annuelle	Rapports agrégés de la CFS	UNICEF
Une base de données centrale pour la gestion des listes de	<input type="checkbox"/>	Oui/Non	No	No	Oui	Oui	Oui	Oui	Trimestrielle et annuelle	Rapports agrégés de la CFS	CFS

bénéficiaire et mise en place											
Les rapports agrégés sont soumis à la BM dans les délais requis	<input type="checkbox"/>	Oui/Non	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Trimestrielle et annuelle	Rapports agrégés de la CFS	CFS
Il y a conduite annuelle d'évaluations rapides de la satisfaction des bénéficiaires	<input type="checkbox"/>	Oui/Non	Non	No	Oui	Oui	Oui	Oui	Annuelle	Rapports agrégés de la CFS; rapports d'enquête	CFS

ANNEXE 2: CADRE D'ÉVALUATION DES RISQUES OPÉRATIONNELS (ORAF)

**République de Guinée : Financement additionnel-Projet de filets sociaux productifs
Étape : Évaluation**

Risques

Risques des parties prenantes

Risques des parties prenantes	Notation	Faible	
Description: Les parties prenantes soulèvent des objections à la conception et à la mise en oeuvre du Projet. Les communautés s'opposent à la randomisation de l'allocation des transferts monétaires versés	Gestion du risque : La conception du projet sera validée lors de réunions avec les parties prenantes incluant des membres du comité de pilotage du renforcement de la paix		
	Resp: Banque	Étape : Préparation	Récurrent: <input type="checkbox"/> Date limite : Fréquence : État : en cours
	Gestion du risque : Le projet est en accord avec les priorités clés du gouvernement, telles qu'exprimées dans les communications officielles entre le Gouvernement et la Banque mondiale		
	Resp: Emprunteur	Étape : Préparation	Récurrent: <input type="checkbox"/> Date limite : 12 janvier 2012 Fréquence: État : complété
	Gestion du risque : l'UNICEF assurera la formation des facilitateurs terrains chargés de sensibiliser les communautés à la transparence de la méthode de ciblage adoptée		
	Resp: Emprunteur	Étape : exécution	Récurrent : Date limite : Fréquence: État : pas encore dû
	Gestion du risque : Les communautés seront sensibilisées sur les approches et les méthodes de ciblage des bénéficiaires à travers des campagnes rigoureuses de mobilisation communautaire		
Resp: Emprunteur	Étape: en cours	Récurrent: <input checked="" type="checkbox"/> Date limite : Fréquence: trimestrielle État : pas encore dû	
Risques liés aux agences d'exécution (incluant les risques fiduciaires)			
Capacité	Notation	Faible	

<p>Description:</p> <p>L'unité d'exécution projet de filets sociaux productifs financés par l'IDA (la Cellule filets sociaux) a récemment été créée et sa capacité doit encore être assurée</p>	<p>Gestion du risque:</p> <p>Une équipe fiduciaire incluant un spécialiste en gestion financière et administrative, un spécialiste des passations de marchés est un comptable a été recrutée au sein du personnel de la CFS</p>					
	Resp: Emprunteur	Étape : Exécution	Récurrent: <input type="checkbox"/>	Date limite : 17- février-2013	Fréquence :	État : complété
	<p>Gestion du risque:</p> <p>les dispositifs de gestion institutionnelle et projets financés par l'IDA appliqueront au financement additionnel afin de favoriser une utilisation efficace des ressources</p>					
	Resp: Emprunteur	Étape : Exécution	Récurrent: <input type="checkbox"/>	Date limite : 17- février-2013	Fréquence :	État: pas encore dû
	<p>Gestion du risque:</p> <p>Un logiciel comptable multiple projets sera mis en place afin de d'effectuer les transactions liées aux projets financés par l'IDA (incluant celles qui concernent le financement additionnel) et de fournir les informations financières requises.</p>					
	Resp: Banque	Étape : Exécution	Récurrent: <input type="checkbox"/>	Date limite : 14- mai-2013	Fréquence :	État: pas encore dû
	<p>Gestion du risque:</p> <p>Un auditeur externe qualifié et indépendant ainsi qu'un auditeur interne seront recrutés pour le projet financé par l'IDA à partir de termes de référence jugés satisfaisants par la Banque. Ces consultants superviseront également les opérations liées au financement additionnel</p>					
	Resp: Emprunteur	Étape : Exécution	Récurrent: <input type="checkbox"/>	Date limite : 14- juin-2013	Fréquence :	État: pas encore dû
	<p>Gestion du risque:</p> <p>Il y aura signature d'une convention entre le Ministère de l'Économie et des Finances et le Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction pour la composante 1 du projet. Cette convention sera mise à jour si nécessaire pour inclure le financement additionnel</p>					
	Resp: Emprunteur	Étape : Exécution	Récurrent: <input type="checkbox"/>	Date limite : 17- février-2013	Fréquence :	État : complété
<p>Gestion du risque:</p> <p>Le manuel d'exécution du projet (incluant un manuel des procédures administratives financières et comptables) de filets sociaux productifs financé par l'IDA servira de feuille de route au projet</p>						

	Resp: Emprunteur	Étape : Exécution	Récurrent: <input type="checkbox"/>	Date limite : 17- février-2013	Fréquence :	État : complété
	Gestion du risque: La capacité de la CVS à fournir l'assistance technique aux projets financés par l'IDA et aux activités menées dans le cadre du financement additionnel sera renforcée par la mise à niveau de l'équipement et du matériel (incluant les ordinateurs) lorsqu'approprié et le recrutement de consultants chargés de l'assistance technique à la CFS					
	Resp: Emprunteur	Étape : Exécution	Récurrent: <input checked="" type="checkbox"/>	Date limite :	Fréquence : annuel	État: pas encore dû
	Gestion du risque: La CFS signera un contrat avec l'UNICEF qui effectuera les transferts monétaires pilotes en partenariat avec les ministères sectoriels concernés. Le contrat avec l'UNICEF spécifiera les termes de référence, les modalités de paiement et rapports relatifs au programme pilote.					
	Resp: Emprunteur	Étape : Exécution	Récurrent: <input type="checkbox"/>	Date limite : 01- janvier-2013	Fréquence : une fois	État: pas encore dû
3.2 Gouvernance	Notation	Élevé				
<p>Description:</p> <p>Le projet relève d'une conception simple mais implique au moins trois ministères sectoriels (affaires sociales, économie et finances et développement urbain)</p> <p>Le risque d'interférences dans le ciblage et la sélection des bénéficiaires est élevé, et pourrait entraîner l'inclusion de communautés ou d'individus qui ne répondent pas aux critères de sélection (par exemple relativement riches), et par conséquent l'exclusion de communautés ou d'individus qui devraient participer</p> <p>Risques associés au non-versement des montants attendus aux bénéficiaires</p>	Gestion du risque: Les rôles et responsabilités de chaque partie prenante sont clairement expliqués dans le manuel d'exécution du projet. Les dispositions concernant les rencontres entre toutes les parties prenantes seront incluses au manuel..					
	Resp: Emprunteur	Étape : Exécution	Récurrent: <input type="checkbox"/>	Date limite : 17- février-2013	Fréquence :	État: pas encore dû
	Gestion du risque: La CFS facilitera la conduite de formations de mises à jour sur les activités du projet lorsque nécessaire. Au cours de ces formations, un module axé sur la structure de gouvernance du projet aidera à assurer une compréhension commune des rôles et responsabilités respectives clés					
	Resp: Emprunteur	Étape : Exécution	Récurrent: <input checked="" type="checkbox"/>	Date limite :	Fréquence : annuelle	État: pas encore dû
	Gestion du risque Des enquêtes annuelles de satisfaction des bénéficiaires seront menées par la CFS					
	Resp: Banque	Étape : Exécution	Récurrent: <input checked="" type="checkbox"/>	Date limite :	Fréquence : annuelle	État: pas encore dû
Gestion du risque Des mécanismes de grief efficaces et confidentiels seront élaborés dans le manuel d'exécution afin de fournir aux bénéficiaires un moyen d'expression des plaintes. La CFS sera responsable de la gestion et du traitement des griefs.						

Resp: Emprunteur	Étape : Exécution	Récurrent: <input type="checkbox"/>	Date limite : 17- février-2013	Fréquence :	État: pas encore dû
Gestion du risque : Il y aura conduite d'audits sociaux, internes et externes des registres du projet et des agences de paiement.					
Resp: Emprunteur	Étape : Exécution	Récurrent: <input checked="" type="checkbox"/>	Date limite :	Fréquence : annuelle	État: pas encore dû
Gestion du risque Dans le cas de la composante 1, les microprojets seront réalisés dans des quartiers pauvres. Le salaire des travailleurs sera fixé sous le taux du marché afin de décourager la participation des personnes moins vulnérables. Si la demande en travail excède l'offre, des critères additionnels liés à la résidence dans le quartier, à la taille du ménage, à l'âge et au genre seront utilisés pour s'assurer que les personnes les plus vulnérables sont sélectionnées. Ces informations figurent au manuel d'exécution du projet					
Resp: Emprunteur	Étape : Exécution	Récurrent: <input type="checkbox"/>	Date limite : 17- février-2013	Fréquence :	État: pas encore dû
Gestion du risque: Les listes de bénéficiaires seront revues et validées par les communautés avant leur finalisation					
Resp: Emprunteur	Étape : Exécution	Récurrent: <input checked="" type="checkbox"/>	Date limite:	Fréquence: mensuelle	État: pas encore dû
Gestion du risque: Les listes de bénéficiaires seront affichées dans les lieux publics et les communautés seront sensibilisées aux mécanismes de griefs qui leur permettront d'exprimer leurs plaintes					
Resp: Emprunteur	Étape : Exécution	Récurrent: <input checked="" type="checkbox"/>	Date limite:	Fréquence: trimestrielle	État: pas encore dû
Gestion du risque: L'auditeur interne de la CFS procédera à une évaluation randomisée de 10% des bénéficiaires enregistrés afin de confirmer leur éligibilité au projet.					
Resp: Emprunteur	Étape : Exécution	Récurrent: <input checked="" type="checkbox"/>	Date limite:	Fréquence: trimestrielle	État: pas encore dû
Gestion du risque: Dans le cas de la composante 1, la CFS recrutera avec l'assistance technique de la CVS des entrepreneurs locaux qui paieront les travailleurs en fonction des contrats signés.					
Resp: Emprunteur	Étape : Exécution	Récurrent: <input checked="" type="checkbox"/>	Date limite:	Fréquence: annuelle	État: pas encore dû

4. Risques du projet

Conception	Notation	Faible				
Les travaux HIMO relèvent d'une conception simple	Gestion du risque: Le MUHC fournira à travers la CVS (il y a une expérience importante dans la mise en œuvre de travaux HIMO) une assistance technique aux unités de filets sociaux pour l'exécution de travaux HIMO à la fois dans le cadre du projet financé par l'IDA et du financement additionnel.					
	Resp: Emprunteur	Étape : Exécution	Récurrent: <input checked="" type="checkbox"/>	Date limite:	Fréquence: annuelle	État: pas encore dû
Social et environmental	Notation	Faible				
Description: Le Projet dans son ensemble, incluant le financement additionnel, sera classé dans la catégorie environnementale B afin de refléter les impacts négatifs limités qu'il pourrait avoir sur l'environnement par rapport aux avantages générés. Les activités de travaux publics pourraient conduire à des restrictions dans l'accès à certaines zones en voie de réhabilitation. De plus, les travaux pourraient causer des bruits, créer des risques à la sécurité de base et demander la manipulation et la gestion des ordures.	Gestion du risque: Un cadre de politique de délocalisation et un cadre de gestion environnementale et sociale applicable projet de filets sociaux productifs financés par l'IDA ont été élaborés et publiés. Les mesures d'atténuation à appliquer seront identifiées et feront l'objet de suivi au cours de l'exécution. Ces documents s'appliqueront au financement additionnel.					
	Resp: Emprunteur	Étape: Les deux	Récurrent: <input checked="" type="checkbox"/>	Date limite:	Fréquence: trimestrielle	État: en cours
Programme et partenaires internationaux	Notation	Faible				
Description: Le financement additionnel provient du Fonds de renforcement de la paix des Nations Unies gérées par le PNUD, à travers un fonds fiduciaire exécuté par le bénéficiaire actuellement mis en place	Gestion du risque: Un accord administratif sera signé afin de déterminer les flux financiers et les dispositions contractuelles entre la Banque, l'Emprunteur et le PNUD qui s'appliqueront au financement additionnel.					
	Resp: Emprunteur	Étape : Préparation	Récurrent: <input type="checkbox"/>	Date limite: 23-mai-2012	Fréquence:	État: complété
4.4 Suivi des résultats et pérennité	Notation	Élevé				
Description: La capacité de la CFS à coordonner efficacement l'exécution du Projet reste à prouver. L'espace fiscal a souvent constitué une contrainte majeure au financement des interventions de filets sociaux dans des pays à faible revenu tels que la Guinée, ce qui compromet leur pérennité à long terme.	Gestion du risque: Le budget du projet financé par l'IDA comprend les ressources nécessaires au recrutement d'un consultant en suivi qui fournira de l'assistance technique à la CFS. Ces dispositions s'appliqueront au FA.					
	Resp: Emprunteur	Étape : Préparation	Récurrent: <input type="checkbox"/>	Date limite: 04-avril-2012	Fréquence:	État: complété
	Gestion du risque: Un don d'assistance technique parallèle financera les études techniques qui permettront d'alimenter les prises de décision du Gouvernement relatives à une augmentation graduelle de la part allouée aux filets sociaux, ceci au fur et à mesure de l'expansion de son espace fiscal					

	Resp: Banque	Étape : Exécution	Récurrent: <input type="checkbox"/>	Date limite : 31-juillet-2015	Fréquence :	État: pas encore dû
Risque général						
Risque d'exécution générale	Notation	Élevé				
<p>Description:</p> <p>Ce risque est lié à la faible capacité et à la coordination limitées au sein de l'État et des ministères sectoriels qui oeuvrent dans le secteur social. À court terme, le Projet reposera sur des interventions en cours et utilisera des systèmes et méthodologies qui sont actuellement en place et ont démontré leur capacité à générer des résultats positifs (par exemple les travaux publics mis en oeuvre avec l'assistance technique du MUHC à travers la CVS).</p>						

Annex 3: Indicateurs pour évaluer l'impact du projet sur la consolidation de la paix

Outre les indicateurs inclus dans le cadre de résultats en annexe 1, la Cellule Filets Sociaux assurera le suivi des indicateurs suivants afin d'évaluer la contribution du financement additional à la consolidation de la paix et à la cohésion sociale.

- Les jeunes ciblés ont une plus grande confiance en la capacité de l'Etat à créer des opportunités d'emploi
- Nombre de zones ciblées où la perception de risques de violence est réduite
- Nombre d'équipes interethniques participant aux travaux à haute intensité de main d'oeuvre
- Les bénéficiaires de différents groupes ethniques sont plus susceptibles de travailler ensemble dans des projets de développement

Ces indicateurs seront mesurés par la CFS tel que décrit ci-dessous:

- Les registres des bénéficiaires feront cas d'information tel que le groupe ethnique, l'âge et le genre des bénéficiaires
- Pendant le processus d'enregistrement, les bénéficiaires et le comité de ciblage devront fournir des informations relatives aux incidences de violence (nombre et type) opposant les membres de différents groupes ethniques dans la communauté
- Une enquête de satisfaction des bénéficiaires permettra d'évaluer la contribution du projet à la cohésion sociale

Below in English for ease of reference

In addition to the indicators listed in the results framework in Annex I, the project will monitor the following indicators which will be used to assess the impact of the AF/TF on peacebuilding and social cohesion.

- Increased confidence of targeted youth in State Authorities capacity to create employment opportunities (through public work)
- Number of targeted areas at risk of conflict where the perceived incidence of violent acts is reduced
- Number of multi-ethnic teams benefiting from public work employment opportunities
- Increased willingness of targeted beneficiaries from different ethnic groups to work together for development projects

These indicators would be measured by the CFS as follows:

- Beneficiary registration documents will reflect the ethnic group/age/gender of the beneficiaries.
- During the registration process, the beneficiaries and community leaders will be asked about incidence of violent conflicts (number and type) among members of different ethnic groups targeted in the community
- The beneficiary satisfaction survey will assess the extent to which the project contributed to social cohesion (as measured by willingness of the youth from different ethnic group to work together in the future in development projects)